



FEDERATION SYNDICALISTE FORCE OUVRIERE DE LA COMMUNICATION

COM

**Communiqué aux SUR
à répercuter aux SDP, ST et DS n° 62**

60 rue Vergniaud
75640 Paris Cedex 13
tél. 01 40 78 31 50
fax. 01 40 78 30 58
<http://www.fo-com.com>
postes@fo-com.com



Postes

Cher(e)s camarades,

Vous trouverez ci-dessous le communiqué de presse commun des organisations syndicales CGT, SUD, FO, CFDT, CGC/UNSA, CFTC de La Poste, adressé ce jour à la presse. Il serait souhaitable que ce communiqué soit diffusé le plus largement possible, notamment auprès de la presse (*radio, TV, écrite...*) régionale et locale de votre "secteur géographique".

Fraternels sentiments syndicalistes.

Paris, 5 avril 2012

Le Bureau fédéral

**Communiqué de presse commun
des organisations syndicales
CGT, SUD, FO, CFDT, CGC/UNSA, CFTC de La Poste**

« Grand dialogue » :
**Face au refus d'un gel des réorganisations,
les syndicats claquent La Poste**

Les Fédérations CGT, SUD, FO, CFDT, CGC/UNSA et CFTC ont été conviées à une réunion plénière suite au calendrier fixé par Jean-Paul Bailly dans le cadre du projet du « Grand dialogue ».

Les organisations syndicales CGT, SUD, FO, CFDT, CGC/UNSA et CFTC ont affirmé leur volonté d'aboutir sur de véritables négociations sur l'organisation, les conditions et le contenu du travail à la Poste par l'instauration d'un véritable dialogue social et notamment sur l'urgence de mesures concrètes pour les personnels.

Les organisations syndicales CGT, SUD, FO, CFDT, CGC/UNSA et CFTC considèrent qu'il est plus que temps que la direction de La Poste ouvre les yeux sur la situation réelle des postières et des postiers. La gravité de ce qui se passe aujourd'hui à la Poste exige bien plus qu'une simple écoute. La direction doit répondre à son obligation de résultats quant à la préservation de la santé de ses salariés.

L'amélioration des conditions de vie et de travail des postières et des postiers et du service public postal, passe avant tout par l'arrêt ou le gel des restructurations, des réorganisations, de la destruction de l'emploi, qui ne visent que la rentabilité. Ceci afin d'aborder les négociations avec plus de sérénité.

Alors que les organisations syndicales étaient prêtes à s'engager dans un débat et une négociation constructive ; La Poste a refusé d'entendre et de répondre à la demande unanime des organisations syndicales de faire une pause dans les réorganisations, restructurations jusqu'à la date du rendu du rapport de la commission Kaspar. Cela n'a donc pas permis d'entamer la négociation sur les mesures immédiates et a conduit les fédérations syndicales à quitter la salle.

Paris, 5 avril 2012